

dans la paix comme dans la guerre, est de cimenter ces peuples en une véritable nation canadienne. Il me semble donc que nous devons surtout tenir compte des besoins et des aspirations des Canadiens.

Plusieurs fois déjà, au cours de ce débat, les honorables députés ont fait allusion à leurs antécédents respectifs. Un mot au sujet des miens. Je suis né, j'ai été élevé et ai reçu mon instruction en Angleterre. Lorsque je suis arrivé au pays, j'avais à peine vingt et un ans. J'habite le Canada depuis une trentaine d'années. J'aimerais toujours l'Angleterre, mais je dois penser d'abord au pays où est établi mon foyer, où mes enfants sont nés, et où j'espère qu'ils s'établiront pour toujours et élèveront leurs familles. C'est au Canada, à l'instar des autres qui viennent d'autres pays, que je dois mon allégeance en premier lieu et sans réserve. C'est à ce point de vue que nous devons nous placer, nous les représentants du peuple canadien en cette Chambre, en prenant des décisions en cette crise.

Le Canada est une confédération de provinces, et l'on a souvent dit que c'est un pays difficile à gouverner. Il me semble que nous devons toujours choisir le sentier qui mène à l'unité, plutôt que ceux qui s'en écartent. Dans un pays tel que le Canada, basé sur une confédération assez peu précise, la conservation et l'extension de la démocratie est vitale dans un sens très réel et fondamental. Nous devons donc voir à ce que, durant ce conflit les fondements d'un régime totalitaire et imposé ne soient pas établis. Cependant, nous avons déjà entendu en cette Chambre, et surtout dans le discours, hier soir, du leader du groupe de la Nouvelle démocratie, une demande de conscription des hommes, de la finance et de l'industrie. De plus, on a suggéré que c'était désirable en temps de paix aussi bien que de guerre. Craignons tout ce qui résulterait d'une telle politique, parce que, que ceux qui la prônent s'en rendent compte ou non, la réussite d'une telle politique de guerre ferait de nous, après les hostilités, un Etat totalitaire, un peuple complètement enrégimenté. Néanmoins, la principale justification que le Canada ait de participer à ce conflit, c'est que la plupart de nos concitoyens croient qu'il s'agit d'une lutte contre des forces qui, si elles sont victorieuses, détruiront la démocratie dans le monde entier. Je me permettrai de rappeler à la Chambre que l'on prétendit que tel était le motif de la guerre de 1914-1918. Nous faisons-nous donc encore illusion, et induisons-nous en erreur ceux qui mettent leur confiance en nous, lorsque nous disons que la survivance des institutions démocratiques est peut-être en jeu dans ce conflit?

Au moment où cette lutte vient de s'engager prenons la décision de ne pas laisser, dans quelques circonstances et sous quelque

forme que ce soit, jeter au Canada les bases d'un régime totalitaire d'enrégimentation. Tout comme d'autres membres de cette Chambre, nous qui appartenons à la Fédération du commonwealth coopératif sommes résolument et unanimement opposés aux diverses formes de doctrine totalitaire. Quelle politique proposons-nous à la Chambre dans la crise actuelle? Hier soir, nous avons entendu notre estimable et respectable chef exprimer son opinion personnelle. Je dirai que, dans cette situation critique, nous sommes prêts à approuver une bonne partie de ses idées mais non pas toutes. Ce qui fait la gloire de la démocratie, c'est que des hommes et des femmes unis sur certaines grandes questions peuvent néanmoins exprimer leurs opinions personnelles lorsque l'accord n'est pas complet entre eux, sans cesser ensuite de faire cause commune comme auparavant.

Il m'est donné cet après-midi d'exposer à la Chambre la politique de la Fédération du commonwealth coopératif au sujet de la guerre actuelle. Je dirai que cette politique est celle, non seulement de la majorité de notre groupe parlementaire, mais de notre conseil national qui s'est réuni pendant deux jours cette semaine et qui reflète l'opinion des chefs de notre mouvement d'une extrémité à l'autre du pays. Je me propose de consigner cette politique au compte rendu des débats de cette Chambre, afin que le Parlement et le pays en général puissent en bien saisir le sens. L'exposé de nos principes est ainsi conçu :

La Fédération du commonwealth coopératif déclare que son devoir, comme celui de tout citoyen canadien est d'assurer en tout temps l'union et le bien-être du peuple canadien. Dans cette crise, nous mettons ce loyalisme au premier rang mais sans oublier nos responsabilités en tant que nation démocratique dans le monde actuel.

La Fédération du commonwealth coopératif croit que la lutte pour la suprématie commerciale et la domination politique qui a causé la dernière guerre, et que le traité de Versailles a perpétuée, est encore la cause principale du présent conflit.

Nous avons à maintes reprises déclaré que s'il arrivait que les principes de la Société des nations fussent rejetés et que les gouvernements de l'Europe revinssent à la politique des alliances de puissances et à la diplomatie secrète, l'anarchie et la guerre en résulteraient inévitablement.

Le peuple canadien n'a rien eu à voir à la politique étrangère des gouvernements européens qui ont provoqué la tragique situation actuelle. Notre gouvernement ayant négligé de préciser nos relations constitutionnelles, le Canada s'est trouvé engagé dans la voie de la guerre même avant que le Parlement ait eu l'occasion de manifester sa volonté. La Fédération du commonwealth coopératif condamne les mesures que le gouvernement canadien a prises en vue de placer le pays sur un pied de guerre.